

Zeitschrift: La Croix-Rouge suisse
Herausgeber: La Croix-Rouge suisse
Band: 93 (1984)
Heft: 8

Rubrik: Pour et contre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ces sacrés bulletins verts!

A en croire les multiples et diverses informations que nous recevons journellement, nous sommes de grands coupables qui auraient intérêt à le savoir, le reconnaître et l'avouer s'ils veulent avoir quelque chance d'être pardonnés! Parce que nous sommes réputés prospères, industrialisés, riches et pacifiques. Tout cela est vrai mais toujours relatif à d'autres qui sont moins prospères, moins industrialisés, moins riches ou moins pacifiques que nous. Les avantages dont nous jouissons ne constituent pas une faute qui nécessiterait un quelconque pardon nous n'avons pas à en rougir mais à nous en réjouir parce que nous pouvons en faire bénéficier autrui et aussi parce que tout cela a été édifié au cours d'un siècle de labeur incessant, précédé de dures privations, de luttes ardues, de lourds sacrifices pendant des siècles. Nous le devons à nos ancêtres et à personne d'autre; c'est à leur mémoire que nous devons fidélité lorsque nous innovons, rendant ainsi hommage à leur

génie inventif et à leur assiduité par notre travail créatif, par notre ouverture au monde.

L'aide au tiers monde – et maintenant au quart monde – par exemple est une vraie «tarte à la crème» à l'usage des contestataires qui ne connaissent pas le premier mot des limites et exigences

**Plaider
coupables?**

d'un tel effort. Nous étions ce tiers ou quart monde il y a à peine un siècle. Pour en sortir, pour accéder au statut de «pays industrialisé», pour disposer des moyens financiers indispensables, il y faut une volonté et une persévérance que nous souhaiterions rencontrer dans les peuples réputés aujourd'hui «en développement». Des priorités doivent être choisies par ceux-ci, avec ou sans notre aide, une attitude coopérative de leur part doit répondre à la nôtre, une honnêteté dans les relations humaines doit s'apprendre s'ils sont incapables d'agir seuls. Ce sont des conditions

préalables indispensables au progrès de ces peuples vers l'industrialisation, basé tout d'abord sur un secteur primaire (agriculture, irrigation, démographie) qui permette de se nourrir et d'amorcer les échanges internationaux. Les technologies les plus avancées ne sauraient suppléer cette base élémentaire du progrès. Aussi longtemps que cela n'est pas admis, l'édification des étapes ultérieures demeure aléatoire, voire stérile. Les anciens colons tant critiqués sont remplacés par des gouvernements autochtones ressemblant malheureusement à des dictatures de tous ordres, mais la plupart du temps d'obédience marxiste, qui persécutent, éliminent physiquement les opposants et songent plutôt à leurs intérêts personnels qu'au bien de la nation.

L'espoir demeure toutefois qu'avec le temps l'équilibre soit réalisé aussi dans ce tiers monde lorsque les petits potentats auront évolué ou auront été éliminés par de véritables magistrats au service de

leurs peuples. L'aide que nous pouvons apporter réside aussi dans cet effort de formation à la liberté politique conditionnée par la responsabilité personnelle, à l'indépendance de fait plutôt qu'à celle des mots, à la raison plutôt qu'à l'agressivité bornée. Mais de grâce, qu'on ne nous jette pas la pierre si cet effort de longue haleine ne conduit pas du jour au lendemain au bonheur de tous les peuples. Ce n'est plus qu'une question d'argent! Dans nos propres priorités nous devons préserver nos acquis certes, développer notre propre prospérité, édifier pas à pas nos relations avec tous ceux qui entendent persévérer dans un plan où les partenaires se respectent parce qu'ils agissent de concert. Nous ne sommes pas coupables des fautes des autres et les nôtres ne peuvent être corrigées qu'à ce prix et si l'on nous reconnaît le droit d'être nous-mêmes, sans nous accabler de reproches constants et la plupart du temps infondés ou tendancieux. □

Victor D.

adresse connue de la rédaction

Les opposants à l'aide au développement peuvent bien répéter inlassablement que la population suisse rejette l'aide au tiers monde; malgré cela, année après année, nos concitoyens opposent un net démenti à ces affirmations en donnant sans hésitation des contributions généreuses aux organisations d'aide au développement. C'est réjouissant, car, lorsque les organisations d'entraide effectuent des collectes publiques, c'est pour se procurer l'argent dont elles ont besoin, mais cette préoccupation ne figure pas au premier rang.

Ces organisations, qui dépendent de la générosité de la population, se doivent d'accorder une attention particulière à l'utilisation des fonds recueillis et d'en rendre compte publiquement. Le succès de toute campagne d'appel de fonds dépend étroitement des résultats convaincants obtenus grâce à l'argent récolté lors des précédentes campagnes.

Les organisations d'entraide doivent donc être en mesure d'illustrer, à l'aide de modèles de projets concrets, leur contribution à la résolution des problèmes des pays en voie de développement. Ce faisant, elles nous incitent à essayer de comprendre la situation des pays du tiers monde, tout en mettant en lumière les causes de leur détresse.

Il suffit souvent d'un simple don pour éveiller chez celui qui donne, un intérêt, voire une certaine préoccupation pour les pays en voie de développement, et l'inciter à savoir ce qui est fait du produit des dons.

Effectuer des appels de fonds auprès du public accorde aux organisations d'entraide une certaine indépendance. Grâce aux moyens récoltés, elles s'affranchissent du bon vouloir d'un groupe restreint de donateurs qui pourraient être tentés de lier la politique d'entraide suivie par l'organisation à leurs intérêts. Cette constatation faite, rien

n'empêche les organisations d'entraide de se rattacher individuellement à un courant d'opinion déterminé, qui rassemble un vaste public, comme par exemple, un syndicat ou une église.

En outre se pose le problème de l'autonomie d'une organisation d'entraide privée vis-à-vis de la Confédération, dans le domaine de la coopéra-

**Pourquoi les
collectes publiques
sont nécessaires**

tion au développement, étant donné que cette dernière fournit un apport financier non négligeable à des projets privés. Les points de vue en matière d'aide au développement ne doivent pas forcément coïncider avec ceux des organismes publics de la Confédération. En se constituant des réserves

financières propres, une organisation privée peut envisager (sans argent public) la réalisation d'un projet qui lui paraît intéressant, et conserver ainsi sa liberté d'action.

Les collectes publiques sont donc pour les organisations d'entraide un élément indispensable à la poursuite de leur activité et à la conservation de leur autonomie. C'est pour cela que nous voyons se multiplier les bulletins de versement dans nos boîtes aux lettres et que les collectes se succèdent à un rythme ininterrompu. Cela provoque un certain agacement, voire une certaine irritation dans l'opinion publique. Les organisations doivent donc porter remède à cette situation en parvenant à une meilleure coordination de leurs activités. C'est à cette condition qu'elles pourront compter sur la générosité de la population suisse, dont elles dépendent absolument. □

D^r Walter Renschler
Vice-président d'Helvetas